

Séance du Grand Conseil

Mardi 14 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Groupe agricole à 12h15.

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications M. le Président ouvre la séance et salue à la tribune du public M. le conseiller national Eric Voruz. Il communique également le retrait du point 26 de l'ordre du jour, en raison de l'absence excusée du postulant. M. le Président salue une délégation des paysannes de Saint-Cierges à la tribune du public.			
	2.	Dépôts Interpellations: Jacques-André Haury; Régis Courdesse.			
TRAITE	3.	(11_HQU_FEV) Heure des questions du mois de février 2012, à 14h00			
RENV-CE	4.	(11_INT_602) Interpellation Olivier Epars - A Chevroux, les canards s'envolent et ce n'est pas forcément à cause de la bise et du froid de canard ! (Pas de développement)			
RENV-CE	5.	(11_INT_600) Interpellation Philippe Martinet et consort au nom des Verts - Exonérations aux entreprises : pour que l'impôt reste heureux (Développement)			
RENV-CE	6.	(11_INT_601) Interpellation Ginette Duvoisin et consorts - Souveraineté alimentaire : renforcer le partenariat producteurs-consommateurs (Développement)			
RENV-COM	7.	(11_MOT_159) Motion Pierre Zwahlen et consorts pour une promotion et une diversification économiques plus sélectives et assurant des emplois durables (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures) Cosignée par au moins vingt députés, la motion est renvoyée directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			

Séance du Grand Conseil

Mardi 14 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-COM	8.	(11_RES_052) Résolution Jean-Michel Dolivo et consorts au nom des groupe A Gauche toute, socialiste et Les Verts concernant les exonérations fiscales Soutenue par au moins vingt députés, la résolution des groupes A Gauche toute!, socialiste et Les Verts, formulant un voeu à l'intention des commissions de surveillance, est mise en discussion. Au vote, elle est acceptée par 67 oui, 46 non et 15 abstentions.			
TRAITE	9.	(11_INT_481) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Vuillemin et consorts - Un service public de qualité ? Et si le service de facturation du CHUV s'en souciait comme d'une guigne ?	DSAS.		

Séance du Grand Conseil

Mardi 14 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA+M	10.	<p>(386) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et Projet de loi portant sur la validité de l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et modifiant la loi du 29 mai 1985 sur la santé publique (LSP) par ladite initiative et Projet de décret constatant la validité de l'initiative "Assistance au suicide en EMS" et ordonnant la convocation des Electeurs aux fins de se prononcer sur cette initiative et sur le contre-projet du Grand Conseil(1er débat)</p> <p>(1er débat): l'entrée en matière sur le projet de loi sur la validité de l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et modifiant la loi du 29 mai 1985 sur la santé publique (LSP) par ladite initiative est refusée par 100 non, 11 oui et 6 abstentions. Il en résulte une entrée en matière automatique sur le projet de décret sur la validité de l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et ordonnant la convocation des électeurs pour se prononcer sur ladite initiative et sur le contre-projet du Grand Conseil. Art. 1 accepté à la majorité, avec deux avis contraires et une abstention. Art. 2, lettre b (art. 27 d, al. 1): amdt Hurni à l'al. 1 est refusé par 89 non, 17 oui et 1 abstention. Amdt Haury à l'al. 1 est refusé par 75 non, 19 oui et 13 abstentions. Second amdt Haury à l'al. 1 est accepté par 85 oui, 3 non et 19 abstentions. Amdt Surer à l'al. 3 de l'art. 27 d est accepté à l'unanimité. Art. 2, lettre b: amdt com à l'al. 4 est accepté par 94 oui et 7 abstentions. Amdt Hurni au même al. 4 est finalement retiré par son auteur. Amdt Bolay à l'al. 5 est refusé par 59 non, 49 oui et 11 abstentions. Art. premier amendé (page 12 EMPD ou art. 27d amendé) accepté par 93 oui et 17 abstentions. Art. 2 est accepté à la majorité, moins deux abstentions. Art. 3: amdt Bernhard est refusé par 103 non, 5 oui et 6 abstentions. Art. 3 non amendé accepté à la majorité, avec un avis contraire et une abstention. Amdt com (nouvel art. 3bis) est accepté à la majorité, moins deux avis contraires et deux abstentions. Art. 4 et 5 acceptés sans discussion. Fin du 1er débat.</p>	DSAS.	Roulet C. (Majorité), Bernhard M. (Minorité)	

Séance du Grand Conseil

Mardi 14 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-CE	11.	(11_MOT_143) Motion Nuria Gorrite et consorts - Pour une répartition plus équitable des moyens entre la Confédération, les cantons et les communes La transformation de la motion en postulat est refusée par 63 non, 48 oui et 1 abstention. Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées par 96 oui, 1 non et 12 abstentions (prise en considération totale de la motion et renvoi au Conseil d'Etat).	DSAS, DFIRE	Wyssa C.	
RENV-T	12.	(11_POS_233) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - Quatrième révision de la LACI, une mesure urgente en faveur des chômeurs et chômeuses âgé-e-s: élever la limite de fortune en fonction de l'âge pour pouvoir bénéficier des prestations du revenu d'insertion.	DSAS, DEC	Chatelain A. (Majorité), Sordet J.M. (Minorité)	21/02/2012
RENV-T	13.	(417) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur la police cantonale du 17.11.1975 et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Pierre Zwahlen et consorts pour la poursuite de l'investigation secrète contre les pédophiles (10_MOT_122)(2ème débat)	DSE.	Buffat M. (Majorité), Zwahlen P. (Minorité)	21/02/2012
RENV-T	14.	(424) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Pierre-Alain Favrod et consorts demandant s'il n'est pas temps de se rappeler que le loup est un prédateur	DSE.	Aellen C.	21/02/2012
RENV-T	15.	(11_MOT_136) Motion Sandrine Bavaud et consorts demandant au Conseil d'Etat de légiférer afin d'interdire les publicités idéalisant ou dégradant les femmes sur l'espace public	DSE	Christen J.	21/02/2012
RENV-T	16.	(11_MOT_137) Motion Michèle Gay Vallotton et consorts visant à garantir l'égalité salariale entre hommes et femmes par le biais d'une commission tripartite	DSE	Christen J.	21/02/2012
RENV-T	17.	(11_POS_250) Postulat Cesla Amarelle et consorts demandant une intensification de la mise en oeuvre du Plan pour l'égalité adopté par le Conseil d'Etat en 2004	DSE, DFIRE	Christen J.	21/02/2012
RENV-T	18.	(11_INT_539) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Favez - Quand la naïveté, la cupidité, voire la tentative de soustraction fiscale coûte à l'Etat, de quelle marge de manoeuvre celui-ci dispose-t-il pour faire endosser ces frais au principal intéressé plutôt qu'au contribuable?	DSE.		21/02/2012

Séance du Grand Conseil

Mardi 14 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	19.	(11_INT_505) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts - Quelle politique le Conseil d'Etat entend-il demander à ses délégué-e-s au sein des entreprises électriques ?	DSE.		21/02/2012
RENV-T	20.	(11_INT_506) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts - Financement des partis politiques par les compagnies électriques : les électrons auraient-ils une couleur politique ?	DSE.		21/02/2012
RENV-T	21.	(11_INT_544) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Véronique Hurni - A chaque jour sa petite dose de Bisphénol A (BPA)	DSE.		21/02/2012
RENV-T	22.	(11_INT_545) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Debluë - Les capacités d'utilisation du bois suisse sont-elles suffisamment exploitées dans notre canton ?	DSE		21/02/2012
RENV-T	23.	(11_MOT_130) Motion Nicolas Mattenberger et consorts demandant 20 jours de congé paternité pour les employés de l'Etat de Vaud	DFIRE	Dufour C.E. (Majorité), Golaz F. (Minorité)	21/02/2012
RENV-T	24.	(11_INI_042) Initiative Cesla Amarelle et consorts demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'obtenir une modification de la LHID relative à la déduction fiscale de la contribution d'entretien à enfant majeur (article 9, al. 2, lettre c LHID)	DFIRE	Rau M.	21/02/2012
RENV-T	25.	(11_MOT_134) Motion Jean Christophe Schwaab et consorts - Favoriser la révélation des faits répréhensibles, mieux protéger les lanceurs d'alertes (whistleblowers)	DFIRE	Courdesse R.	21/02/2012
RENV-T	26.	(400) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat François Cherix et consorts concernant la définition d'une stratégie vaudoise en matière de politique européenne	DFIRE.	Wehrli L.	21/02/2012
RENV-T	27.	(10_INI_036) Initiative législative constitutionnelle Pierre-Yves Rapaz et consorts demandant une modification de la Constitution du Canton de Vaud à son article 166 et visant la suppression de la Cour des comptes	DFIRE	Mattenberger N.	21/02/2012
RENV-T	28.	(10_INI_037) Initiative constitutionnelle Frédéric Borloz au nom du groupe radical demandant une modification des principes relatifs au contrôle externe des politiques publiques inscrits à l'article 166 de la Constitution du Canton de Vaud	DFIRE	Mattenberger N.	21/02/2012

Séance du Grand Conseil

Mardi 14 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	29.	(10_MOT_109) Motion Cesla Amarelle et consorts demandant une réforme de la Cour des comptes aux fins d'en améliorer son efficacité	DFIRE	Mattenberger N.	21/02/2012
RENV-T	30.	(10_POS_192) Postulat Philippe Martinet au nom du groupe des Verts pour consolider l'ancrage de la Cour des Comptes dans le système de contrôles de l'action publique	DFIRE	Mattenberger N.	21/02/2012
RENV-T	31.	(10_POS_201) Postulat Maximilien Bernhard et consorts au nom du groupe AdC demandant au Conseil d'Etat de transformer la Cour des comptes en une instance inter-cantonale	DFIRE	Mattenberger N.	21/02/2012

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :